

### Ajournement

C'est une documentation plutôt mince. Sans doute que le secrétaire parlementaire du ministre aura des renseignements plus précis à nous fournir. Ce qui m'inquiète, c'est qu'on signale que l'ampleur effrayante de la famine était déjà connue du gouvernement central d'Éthiopie le 26 mars, date à laquelle il convoqua une session d'urgence et lança un pressant appel à la générosité internationale. Dans la réponse qu'il m'a envoyée, le ministre affirme que ce n'est qu'assez récemment que le gouvernement d'Éthiopie a admis la gravité de la sécheresse. Si mes renseignements sont exacts, cette situation était connue il y a sept mois déjà.

Le ministère des Affaires extérieures était-il au courant de ces besoins en mars ou en juin l'an dernier? Le Canada a-t-il reçu une demande d'aide à ce moment-là ou, plus précisément, quand a-t-il reçu une demande? On signale également qu'une demande de détournement vers cette région de deux céréaliers en provenance des États-Unis a été rejetée par le gouvernement américain parce qu'on devait d'abord justifier un tel détournement. J'aimerais savoir si la réponse du Canada faisait état de certaines restrictions. J'aimerais savoir également pourquoi l'aide canadienne fournie à l'Éthiopie par l'intermédiaire des Nations Unies n'est pas parvenue à destination.

Dans sa réponse, le ministre m'a signalé qu'une aide directe limitée avait été acheminée récemment par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Je voudrais connaître la nature de cette assistance et dans quelle mesure elle était limitée. Est-il possible de débarquer des cargaisons de secours dans le port d'Asab sur la mer Rouge et de les distribuer dans la capitale de Dessié et d'autres endroits en route? Est-il possible de faire parvenir des secours par avion à des régions autrement inaccessibles de la province, et une entreprise de ce genre est-elle envisagée ou effectuée par une agence ou un membre de la communauté internationale y compris le Canada? Finalement, je voudrais savoir ce que le ministre veut dire quand il signale que d'autres mesures sont envisagées? Quelles sont ces autres mesures?

Je ne veux nullement embarrasser le ministre, puisque je me rends compte qu'il s'agit d'une situation critique qui préoccupe d'autres pays en plus du Canada. Néanmoins, je m'inquiète, comme tous les Canadiens, du sort de tous ceux qui sont frappés par la famine et je demande un compte rendu de ce que notre pays a fait et entend faire et je voudrais surtout savoir pourquoi il a tant tardé à fournir des secours suffisants.

[Français]

**M. Pierre De Bané** (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le président, je veux tout d'abord féliciter l'honorable député

d'avoir présenté ce sujet. A mon avis, les Canadiens en général ne sont pas assez sensibilisés à ces épreuves de famine et de sécheresse qui frappent certaines parties du monde, et j'estime que nous devons en parler. C'est la raison pour laquelle je félicite l'honorable député d'avoir abordé ce sujet.

Le Canada s'est engagé depuis plusieurs années à contribuer au développement de l'Éthiopie. Actuellement, nous sommes en train de compléter un relevé géologique du bassin de la rivière Omo, dans le sud-ouest du pays, et nous venons en plus d'envoyer une équipe de vétérinaires chargés de combattre la peste bovine qui décime le bétail éthiopien.

L'effet du Programme alimentaire mondial est plus directement lié au problème de la sécheresse. C'est ainsi que nous venons d'envoyer 10,000 tonnes de céréales à l'Éthiopie. Le Canada a fourni au titre de ce programme d'aide 34 millions de dollars pour les années 1973 et 1974.

Enfin, notre pays a récemment donné \$50,000 à la Croix-Rouge pour le programme de secours en Éthiopie. L'Agence canadienne de développement international a transmis les fonds par l'entremise de la Croix-Rouge du Canada.

Des membres officiels de l'ACDI sont actuellement en train d'étudier les moyens les plus appropriés de contribuer effectivement, à courte et à longue échéance, au programme de secours contre la sécheresse dans ce pays. On tient aussi des pourparlers avec des représentants des agences de l'ONU qui sont déjà engagées dans des programmes de ce type pour déterminer quels aliments sont requis et comment les livrer dans le plus court délai.

Je dois faire remarquer que la gravité de la sécheresse en Éthiopie nous a été signalée plus tard que celle des pays sahéliens de l'Afrique occidentale, auxquels le Canada a déjà fourni une assistance de 10 millions de dollars.

Enfin, le Canada a inclus l'Éthiopie dans la liste des pays qui ont besoin de secours d'urgence, et a recommandé aux autres nations donatrices d'en faire autant. Je crois d'ailleurs que nous avons été parmi les premiers pays donateurs à reconnaître la gravité du sort des Éthiopiens éprouvés par ce désastre naturel.

Je pense d'ailleurs, puisque les gouvernements parlent, s'expriment par le biais de leur budget, que l'augmentation annuelle de 17 p. 100 que le Parlement vote depuis quatre ans au titre du budget de l'ACDI, qui se chiffre, cette année, à environ 560 millions de dollars démontre combien ce gouvernement reconnaît ses responsabilités envers les pays du tiers-monde, et également envers ceux frappés par des désastres naturels.

Je remercie encore une fois l'honorable député d'avoir soulevé cette question extrêmement importante.

(La motion est adoptée et la séance est levée à 10 h. 16.)